

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 22/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAMP

Le Pharo
58, boulevard Charles-Livon
13007 Marseille

Références :SS/PLB-D-300-MRT-2024
Code AIOT : 0006404706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2024 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée fait suite à un certain nombre de plaintes de riverains notamment au sujet des envois de déchets et des odeurs générées par l'exploitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de compostage et une déchetterie, au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention de la pollution atmosphérique envol	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 3.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation du casier	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.1.4.3.1	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique odeur	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 3.1.3	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique envol et clôture	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 3.1.4.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site et des abords a montré la présence de nombreux déchets dans des espaces naturels à proximité du site.

L'exploitation du site dans les conditions météorologiques au moment de la visite (vent fort de Nord Ouest) n'est pas réalisée conformément à l'arrêté préfectoral. En effet, des envols de déchets sont observés lors des phases de dépotage. La campagne de ramassage de ces déchets disséminés à l'extérieur du site a démarré tardivement.

Par conséquent, au regard des non-conformités relevées, il est **proposé de mettre en demeure l'exploitant au titre du L.171-8 du code de l'environnement, notamment pour encadrer le nettoyage dans un délai restreint et demander un plan d'action pour le renforcement des conditions d'exploitation afin de prévenir les envols.**

Par ailleurs, des prescriptions complémentaires en lien avec la prévention des envols seront proposées au Préfet des Bouches-du-Rhône.

Concernant les odeurs liées à la réception des boues de la station d'épuration de Martigues, ces déchets ne seront plus réceptionnés sur le site à partir du 3 juin 2024, en application de l'arrêté de mise en demeure du 2 juin 2023.

Enfin, des travaux de collecte du biogaz sont programmés à court terme afin de répondre à l'arrêté de mise en demeure du 22 novembre 2023.

Le respect des échéances susvisées sera vérifié à l'occasion d'une prochaine visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.1.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Enfouissement des déchets
Prescription contrôlée : [...]La superficie découverte du secteur en cours d'exploitation est limitée à 2000 m ² afin de réduire les odeurs et les envols. [...] [...]Le recouvrement total du secteur en cours d'exploitation en matériaux inertes (épaisseur de 0,05 m minimum) est quotidien. A cette fin, une réserve minimale de matériaux et correspondant à 15 jours d'exploitation (1500 m ³) est maintenue disponible en permanence à proximité. [...]
Constats : Lors de la visite, il a été constaté: <ul style="list-style-type: none">- l'activité de recouvrement des déchets est en cours, les matériaux inertes sont amenés par camion jusque dans la zone d'exploitation (la réserve de terre se trouvant en bordure d'alvéole);- dès la fin du déchargement d'une benne à ordures ménagères, les déchets sont compactés et recouverts par les matériaux inertes d'une épaisseur conforme à l'arrêté préfectoral ;- la superficie découverte de la zone en cours d'exploitation est inférieure à 2000 m².
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que cet établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : Selon les dires de l'exploitant, les odeurs générées par l'installation sont susceptibles de provenir d'une part de la réception des boues de la station d'épuration de Martigues, et d'autre part du biogaz issus de la fermentation des déchets. Le jour de la visite, aucune odeur gênante n'a été perçue. Il est rappelé que la réception des boues sera interdite à partir du 3 juin 2024 (cf arrêté de mise en demeure en date du 2 juin 2023 imposant à la Métropole ne plus réceptionner ce type de déchets) D'autre part concernant le biogaz, des travaux de collecte du biogaz de l'alvéole n°3 sont programmés, afin de répondre à l'arrêté de mise en demeure du 22 novembre 2023 qui impose la captation du biogaz. Le respect des dispositions des arrêtés de mise en demeure susvisés feront l'objet de visite de l'Inspection dès la fin des échéances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En application de l'article 21 IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, l'exploitant transmet sous 15 jours la dernière cartographie des émissions diffuses de méthane pour son installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique envol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Envol et émissions de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter les envols, la formation d'aérosols et les émissions de poussières. Pour les envols et notamment après les périodes de vents forts, des dispositions sont prises pour déclencher au plus vite les opérations de ramassage.[...]
Constats : Des envols de déchets en grande quantité sont visibles à l'extérieur du site coté Sud Est, dans le secteur de la vigie. Ces déchets sont disséminés dans la végétation au sol et dans les arbres, dans un espace naturel fréquenté par le public. D'après l'exploitant, ces envols sont présents depuis plusieurs mois, au moment où l'exploitation se déroulait dans la zone Sud Est de l'alvéole. Une campagne de ramassage de ces déchets a démarré le 8 février 2024, et se poursuit actuellement, avec la mobilisation de 16 personnes affectées à cette tâche. L'objectif est d'enlever la totalité des déchets présents à l'extérieur du site. Lors de la visite, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention des semaines 6 et 7, avec une cartographie des zones déjà nettoyées et celles prévues la semaine suivante (semaine 8). Lors de cette phase de ramassage des déchets, la clôture d'enceinte du site a été endommagée. L'exploitant s'engage à faire les réparations (commande faite).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique envol et clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 3.1.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Périodes de vents dont la vitesse est supérieure à 60 km/h
Prescription contrôlée : Outre les dispositions définies précédemment, une clôture grillagée de maille maximale 50 mm, de hauteur 3 m minimum, maintenue solidement au sol (plots béton ou système équivalent) sera installée sous les vents dominants en limite de l'aire de dépotage du secteur en cours d'exploitation. Elle sera nettoyée régulièrement et sera réinstallée dès que la nécessité se fera sentir.
Constats : Lors de la visite par un vent de secteur Nord Ouest de plus de 60 km/h, l'exploitation se déroule dans une zone de l'alvéole protégée par une clôture grillagée de maille de 50 mm et de 6 m de hauteur. Des envols ont lieu lors du dépotage des déchets, les filets de protection ne sont pas en capacité de stopper l'ensemble des éléments légers. Certains déchets peuvent s'envoler au delà des clôtures du site. Par ailleurs, la configuration actuelle du site sans quai de déchargement oblige une reprise des déchets par des engins lors des apports par FMA, le dépotage des déchets se faisant à l'extrémité de l'alvéole de stockage. Ce mode d'exploitation génère des envols supplémentaires de déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de l'exploitant un plan d'action à court terme afin de prévenir les envols de déchets. Cette demande est intégrée dans la proposition de mise en demeure (cf PDC n°3).
Type de suites proposées : Sans suite

